

Paris, le 23 février 2022

Extension des revalorisations du Ségur à la filière socio-éducative : le GEPSO salue les avancées et appelle à l'extension aux derniers oubliés et à la poursuite des actions pour la valorisation des métiers de l'humain

Extension de la revalorisation Ségur de 183 euros nets mensuels aux professionnels de la filière socio-éducative et aux soignants de secteurs jusqu'ici exclus, crédits pour l'investissement dans la formation et la qualité de vie au travail, telles sont les principales mesures annoncées lors de la Conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social du 18 février dernier à laquelle le GEPSO a participé. Ces mesures traduisent la prise de conscience par les pouvoirs publics, gouvernement comme départements, de l'urgence d'agir pour préserver un accompagnement social et médico-social à la hauteur des besoins. Si un pas très important a été franchi, ces annonces ne doivent pas occulter les derniers oubliés et le chemin restant pour apporter des réponses à la hauteur des attentes et besoins des personnes accompagnées.

L'extension des revalorisations salariales aux personnels oubliés était **indispensable** tant la tension au sein des établissements sociaux et médico-sociaux concernés était palpable et devenait **intenable avec le risque de dysfonctionnements graves dans l'accompagnement des personnes**. Néanmoins, l'application fragmentée des revalorisations qui prévaut depuis le début perdure et génère à nouveau des oubliés...En effet, que peut-on expliquer aux derniers laissés-pour-compte, principalement les professionnels techniques et administratifs, qui représentent dans la Fonction publique hospitalière (FPH) environ 3000 professionnels, soit 0,34% du total des agents de la FPH ? La **frustration** est d'autant plus forte pour ces professionnels que la part des oubliés est désormais réduite à portion congrue...Rappelons que les professionnels administratifs et techniques ont eux aussi été fortement **mis à contribution et mobilisés** pour gérer les instabilités liées d'abord à la crise COVID, maintenant aux tensions de recrutements : gestion des absences, arrêts maladies, turn-over au sein des équipes etc.

L'extension du SÉGUR aux oubliés était une **condition préalable** à toute réflexion plus large sur l'attractivité du secteur. Elle est un marqueur fort de la reconnaissance du social et de du médico-social comme relevant du champ de la santé au sens de l'OMS.

Dans son plaidoyer à destination des candidats à l'élection présidentielle, le GEPSO défend un service public national d'accompagnement global social et médico-social décliné sur l'ensemble des territoires. Ce service public doit faire du respect du droit à l'autodétermination un objectif prioritaire pour un accompagnement de qualité, respectueux des personnes et de leur citoyenneté. Le respect du pouvoir d'agir des personnes accompagnées n'est possible qu'avec l'intervention de professionnels considérés, reconnus et valorisés. Penser le travail social avec les enjeux de **reconnaissance des droits et du pouvoir d'agir des personnes accompagnées et la société inclusive** comme le préconise le rapport PIVETEAU peut, en redonnant du pouvoir d'agir aux professionnels, s'avérer très fécond.

Comme il l'a fait au cours des derniers mois, le GEPSO restera fortement mobilisé afin de s'assurer de l'effectivité des mesures annoncées, **obtenir l'extension aux derniers professionnels oubliés** et alimenter les travaux ouverts sur l'attractivité des métiers du social et médico-social.